

DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE BAR SUR LOUP

N° 8444

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

23

de votants

31

L'an deux mil quinze, le vingt-cinq juin, le Conseil Municipal de la Commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, SAVORNIN Richard, PEACOCK Valérie, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, KHALDI Philippe, VIVARELLI Philippe, BORIES Camille, SIMON Eric, DEBORDE Élisabeth, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, DENISE Charlene, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, HOSKIN Marie-Pierre.

Procurations : VIGNOLO Béatrice à ETORE Christophe, MARZINIAK Yannick à PEACOCK Valérie, BOSSARD Frédéric à LANCHARRO Marie-José, BENTRAD Samira à BARADEL André-Daniel, VALENTI Anaïs à BONNEAU Martine, FOISSAC Elodie à DENISE Charlene, CHARLOT-VALDIEU Catherine à HOSKIN Marie-Pierre, DAL MORO Christian à KAÇA Afrim.

Absentes : MEBAREK Yamina et SANTINI-PEBEYRE Isabelle.

Madame DENISE Charlene est désignée secrétaire de séance.

OBJET

PACTE MONDIAL DE
L'ORGANISATION DES NATIONS
UNIES – ASSOCIATION GLOBAL
COMPACT FRANCE

Par délibération n° 7505 du Conseil Municipal du 18 octobre 2010, la Commune a décidé d'adhérer au Pacte Mondial de l'ONU ainsi qu'au réseau français du Global Compact des Nations Unies.

Le Pacte Mondial des Nations Unies est une initiative personnelle de l'ancien Secrétaire Général Kofi Annan, lancée en juillet 2000 et destinée à rassembler les entreprises, les organismes des Nations Unies, le monde du travail et la société civile autour de dix principes universels relatifs aux droits de l'homme, aux normes internationales du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. Le Global Compact France est le représentant en France du Bureau du Pacte Mondial des Nations Unies à New York.

Cette démarche volontariste est destinée à promouvoir l'innovation et l'éthique, dans le cadre de l'évolution du territoire, à soutenir les initiatives et approches régulatrices qui mettent la moralisation des échanges au cœur de l'entreprise, partant du principe « qu'une économie sans éthique engendre une société sans morale ».

La Commune, convaincue de l'importance fondamentale de l'éthique pour un développement durable et harmonieux, s'est engagée dans une démarche de promotion de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, et à améliorer elle-même, en tant qu'organisation, son respect des principes environnementaux et sociaux du développement durable.

En 2015, la Commune veut contribuer, dans la mesure de ses moyens, à développer et renforcer à l'échelle locale la diffusion des principes qui fondent et structurent la politique du Pacte Mondial de l'ONU.

La collectivité prévoit ainsi de mieux sensibiliser les habitants à l'intégration du développement durable dans tous les volets de l'action municipale et à offrir des espaces de discussions et de propositions à ses habitants notamment à l'occasion de rencontres citoyennes.

Le montant de cotisation à l'association « Global Compact France » s'élève à 100 euros et sera versé annuellement.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune.

.../...

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **APPROUVE** la reconduction de l'adhésion au Pacte Mondial de l'ONU ainsi qu'à l'Association « Global Compact France » ;
- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce projet.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 29 juin 2015 et que la convocation du Conseil a été faite le 19 juin 2015. La présente délibération a été affichée le 6 juillet 2015 et sera notifiée.
Valbonne Sophia Antipolis, le 6 juillet 2015
Le Sénateur-Maire,